

2. Inverser la tendance : améliorer les perspectives de croissance à moyen terme¹

Les perspectives de croissance à moyen terme des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (région MOAN)² et du Caucase et d'Asie centrale (région CAC) se sont progressivement détériorées au cours des 15 dernières années, et la croissance effective a été à plusieurs reprises inférieure aux attentes. Si les niveaux de vie se sont améliorés, ils stagnent par rapport à ceux des pays avancés et n'ont pas évolué aussi vite que ceux des pays émergents et pays en développement ailleurs dans le monde. Les décompositions de la croissance révèlent que l'augmentation de l'emploi par habitant a été un facteur clé de la croissance de la production par habitant des régions MOAN et CAC, mais que son rôle a diminué au fil du temps. En revanche, dans d'autres régions, ce sont surtout l'approfondissement du capital et la productivité totale des facteurs (PTF) qui ont contribué à la croissance. La politique publique doit relancer la convergence des revenus et favoriser une croissance plus forte et plus durable. L'évolution démographique appellera des politiques visant à renforcer les taux d'activité et la création d'emplois, notamment pour les femmes et les jeunes, en particulier dans la région MOAN. Augmenter les niveaux relativement bas de capital par travailleur pourrait également produire d'importants dividendes de croissance et obligerait à approfondir le développement financier et à entreprendre des réformes pour promouvoir l'investissement privé. Parallèlement, les politiques visant à stimuler la PTF devront être adaptées aux besoins spécifiques de chaque pays. D'une manière générale, les mesures les plus importantes sont celles qui aident à maintenir la stabilité macroéconomique, à faire progresser la transformation numérique, à augmenter le degré d'élaboration des échanges commerciaux et à réduire la place de l'État dans l'économie. Ces mesures sont également cruciales au regard des conséquences néfastes que les catastrophes climatiques et les conflits ont sur la PTF.

2.1 Des perspectives de croissance qui se détériorent

Les tendances récentes indiquent une baisse préoccupante des perspectives de croissance dans le monde, principalement en raison d'un ralentissement de la croissance de la PTF (édition d'avril 2024 des *Perspectives de l'économie mondiale*). Les prévisions de croissance à moyen terme pour les régions MOAN et CAC se sont également détériorées au cours des deux dernières décennies (graphique 2.1, page 1). Cette détérioration est générale et concerne tous les pays, même si la volatilité est visiblement plus grande dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) qu'ailleurs, principalement en raison des fluctuations des prix mondiaux du pétrole. Outre des prévisions de plus en plus pessimistes, la croissance économique effective a été systématiquement en deçà des attentes, en particulier depuis la crise financière mondiale (graphique 2.1, page 2).

À partir du début des années 2000, les régions MOAN et CAC, à l'instar du reste du monde, ont connu une reprise généralisée de la croissance jusqu'à l'apparition de la crise financière mondiale, qui a marqué le début d'un net ralentissement³. Même si les niveaux de vie ont continué à s'améliorer depuis, l'écart de revenu par habitant entre les régions MOAN et CAC, d'une part, et les pays avancés, d'autre part, est resté statique (pour la région CAC) ou s'est creusé (pour la région MOAN hors CCG). En outre, la croissance du revenu par habitant n'a pas suivi le rythme de celle des autres pays émergents (graphique 2.1, page 3). Pour les pays du CCG, alors que les niveaux de revenu par habitant ont généralement été supérieurs à ceux de la moyenne des pays avancés, le revenu moyen relatif par habitant a graduellement diminué au fil du temps et il est maintenant proche de celui des pays avancés.

¹Ce chapitre a été rédigé par Faris Abdurrachman, Nordine Abidi, Razan Al Humaidi, Vizhdan Boranova, Bronwen J. Brown, Steven Dang, Yuan Monica Gao Rollinson, Troy Matheson (coauteur principal), Borislava Mircheva (coautrice principale) et Nora Neuteboom.

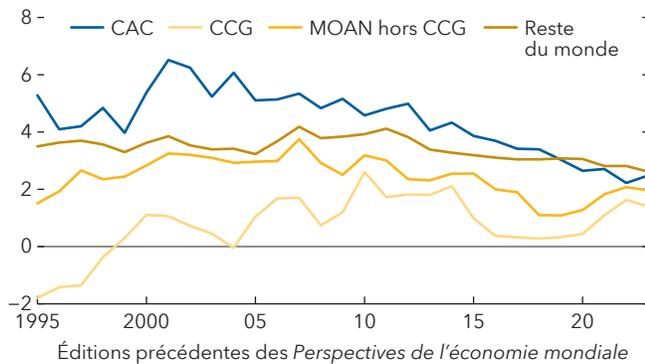
²Pour les besoins de l'analyse, ce chapitre inclut le Pakistan dans la région MOAN. En outre, les pays du CCG et ceux de la région MOAN hors CCG sont étudiés comme deux groupes distincts.

³La crise financière mondiale a eu des effets durables qui ont considérablement rogné la croissance à moyen terme en réduisant les investissements dans l'innovation et les technologies, en restreignant l'accès au crédit pour les petites et moyennes entreprises, et en provoquant une répartition inefficace des ressources, ce qui a freiné les gains de productivité (Fernald, 2015 ; FMI, 2015). De plus, la crise a entraîné une détérioration du capital humain dans un contexte de chômage prolongé, ce qui a encore accentué la baisse de la PTF (Ball, 2014).

Graphique 2.1. Projections de croissance du PIB réel par habitant, erreurs de prévision et convergence des niveaux de revenus

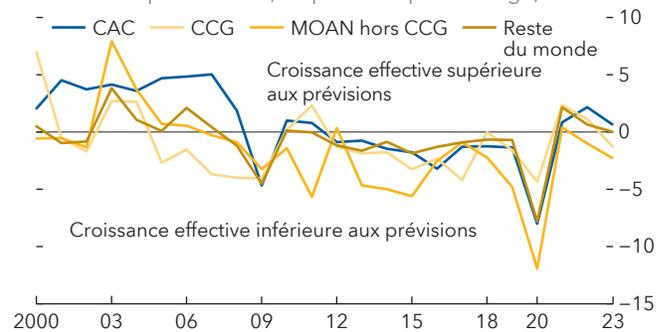
1. Projections à cinq ans

(Variation en pourcentage sur un an)



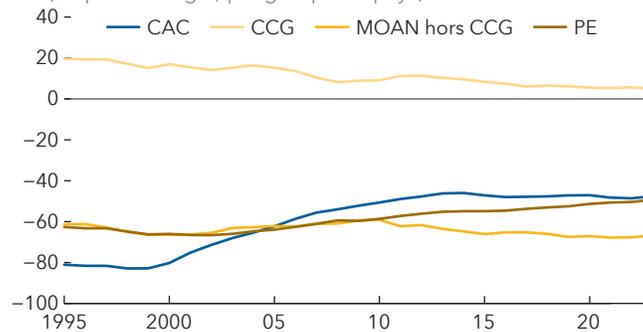
2. Erreurs de prévision à cinq ans

(Différence entre le PIB réel effectif par habitant et la prévision de PIB réel par habitant ; en points de pourcentage)



3. PIB réel par habitant : comparaison avec les pays avancés

(En pourcentage ; par groupe de pays)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : La page 1 illustre les projections de croissance à cinq ans publiées dans les éditions d'automne des *Perspectives de l'économie mondiale* de 1995 à 2023. La page 2 montre la différence entre la croissance effective pour une année donnée (sur la période de 2000 à 2023) et les projections de croissance publiées dans les *Perspectives de l'économie mondiale* cinq ans plus tôt. La pondération des pays utilise les parités de pouvoir d'achat en dollar international. Les pays émergents et le reste du monde s'entendent hors CAC et MOAN plus Pakistan. CAC = Caucase et Asie centrale ; CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord (plus Pakistan) ; PE = pays émergents.

2.2 Les principaux facteurs de croissance ne sont pas les mêmes que dans le reste du monde

La comptabilisation de la croissance est une méthode permettant d'examiner à la loupe ce qu'a été précisément la croissance. Cet exercice révèle que l'emploi par habitant a été un facteur clé de la croissance du PIB par habitant dans les régions MOAN et CAC, mais que son rôle a diminué au fil du temps alors que les taux de chômage restaient élevés⁴. Dans d'autres régions en revanche, la croissance a été principalement portée par l'approfondissement du capital et par la PTF (graphique 2.2, page 1)⁵. Cela dit, l'importance relative de la croissance de l'emploi, du capital et de la PTF a varié dans le temps et selon les groupes de pays.

⁴De nombreux pays des régions MOAN et CAC ont une longue histoire de taux de chômage élevés et de taux d'activité relativement bas. Dans ce contexte, il est important de noter que l'emploi par habitant peut croître alors même que les taux de chômage et d'activité ne changent pas, à condition que la population en âge de travailler augmente plus rapidement que l'ensemble de la population (voir l'annexe 2 en ligne).

⁵L'analyse suppose une fonction de production Cobb-Douglas simple, à coefficient constant, pour chaque groupe de pays. Elle décompose la croissance de la production réelle par habitant en trois éléments principaux : l'approfondissement du capital (ou hausse du ratio capital/travail, c'est-à-dire, du capital par travailleur employé), l'accroissement de l'emploi par habitant et l'augmentation de la PTF. Dans ce modèle, la croissance de la production réelle par habitant est égale à la part de la rémunération du capital multipliée par l'approfondissement du capital plus la croissance de l'emploi par habitant plus la croissance de la PTF.

Graphique 2.2. Contributions à la croissance du PIB réel par habitant, 1995-2023
(En pourcentage)



Sources : Organisation internationale du Travail ; Nations Unies, *World Population Prospects* ; Penn World Table version 10.01 ; calculs des services du FMI.

Note : La pondération des pays utilise les parités de pouvoir d'achat en dollar international. Les chiffres des contributions ont été obtenus par décomposition de la croissance du PIB réel par habitant à partir d'une fonction de production Cobb-Douglas standard. La productivité du travail est le PIB réel par travailleur employé. Les contributions de l'approfondissement du capital et de l'emploi par habitant reflètent les parts des facteurs de production respectifs dans la production et leurs taux de croissance. L'échantillon de décomposition de la croissance par habitant pour le monde englobe 140 pays. La région CAC inclut des données concernant l'Arménie, le Kazakhstan et la République kirghize ; le CCG inclut des données concernant l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Koweït et Oman ; la région MOAN inclut des données concernant l'Algérie, l'Arabie saoudite, Bahreïn, Djibouti, l'Égypte, les Émirats arabes unis, la Jordanie, le Koweït, le Maroc, la Mauritanie, Oman, le Pakistan, la République islamique d'Iran, la Tunisie et le Yémen. CAC = Caucase et Asie centrale ; CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord (plus Pakistan) ; PTF = productivité totale des facteurs.

- *L'emploi.* Contrairement au reste du monde, les régions MOAN et CAC ont vu l'emploi par habitant contribuer davantage à la croissance, en moyenne, que l'approfondissement du capital. Cependant, en dehors des pays du CCG, cette contribution a nettement diminué depuis la crise financière mondiale. Dans la région MOAN hors CCG, la contribution de l'emploi à la croissance a chuté, passant d'environ 2,2 points de pourcentage sur la période de 2001 à 2007 à 0,5 point de pourcentage dans les années qui ont suivi la crise financière mondiale

(2008-19) (graphique 2.2, page 2). La région CAC a observé une tendance similaire, la contribution de l'emploi à la croissance tombant de 2 points de pourcentage entre 2001 et 2007 à presque zéro dans la dernière période (graphique 2.2, page 4).

- *Le capital.* La contribution de l'approfondissement du capital a connu une hausse notable entre 2008 et 2019, dépassant la contribution de l'emploi, à l'instar des tendances observées ailleurs (graphique 2.2, pages 2 et 4). Cela reflète probablement la période prolongée de faibles taux d'intérêt mondiaux qui a suivi la crise financière mondiale et qui s'est poursuivie pendant la pandémie de COVID-19. Néanmoins, la contribution du capital à la croissance a été plus faible dans les régions MOAN et CAC que dans le reste du monde en moyenne (graphique 2.2, page 1).
- *La PTF.* La contribution de la PTF à la croissance présente une plus grande hétérogénéité tant chronologique que géographique.
 - Dans la région MOAN hors CCG, la contribution de la PTF a été faible de 1995 à 2007 (environ 0,8 point de pourcentage) ainsi que dans les années qui ont suivi la crise financière mondiale, jusqu'à la veille de la pandémie de COVID-19 (graphique 2.2, page 2). Par la suite, la PTF a beaucoup contribué à la croissance dans les années 2020 à 2023, mais surtout en raison des évolutions en République islamique d'Iran (graphique 2.2, page 2)⁶.
 - Dans les pays du CCG, les contributions de la PTF ont été particulièrement importantes et négatives (graphique 2.2, page 3). Outre la nécessité de réformes structurelles, cette situation est peut-être liée à l'évolution du secteur des hydrocarbures, où les périodes de baisse des prix du pétrole ou de réduction volontaire de la production ont entraîné une diminution de la production avec peu ou pas d'incidence sur la capacité de production⁷.
 - Dans la région CAC, la contribution de la PTF à la croissance a diminué lorsque les avantages économiques des réformes structurelles consécutives aux mouvements d'indépendance, au début des années 90, ont commencé à s'estomper. Notamment, les contributions sont descendues de 7,5 % sur la période 2001-07 à environ 1,5 % sur la période 2008-19. En outre, la contribution de la PTF à la croissance a été négligeable entre le début de la pandémie de COVID-19 et 2023.

Ces facteurs sont examinés plus en détail dans les sections 2.3 à 2.5 ci-dessous.

2.3 Emploi : une moindre contribution à la croissance

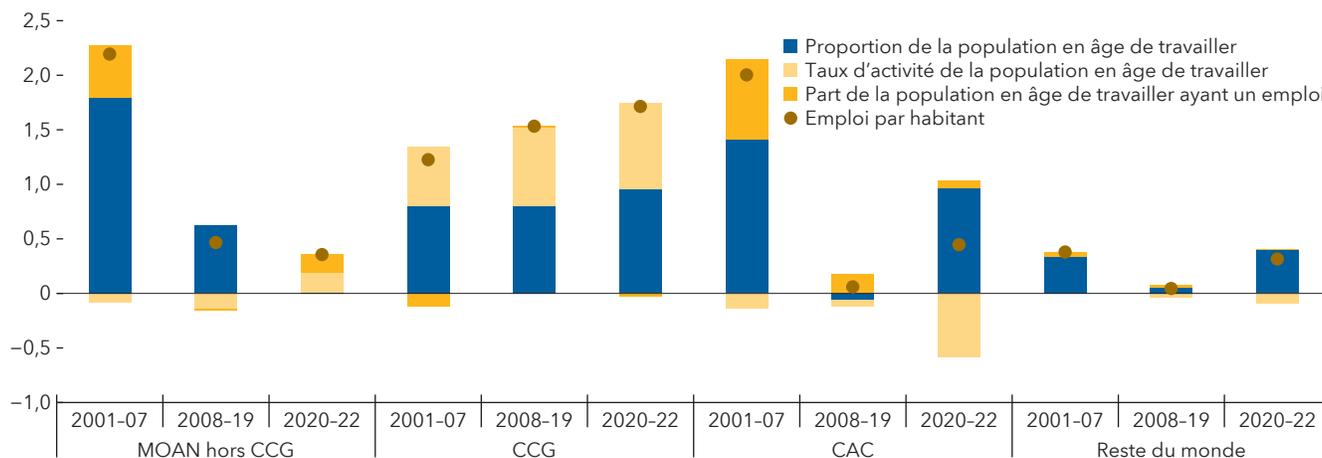
La baisse de la contribution de l'emploi à la croissance du PIB par habitant dans de nombreux pays est en grande partie due au fait que la part de la population en âge de travailler a crû moins vite, ce que les augmentations du taux d'activité et de la part des actifs ayant un emploi n'ont pu entièrement compenser⁸. En particulier, dans le droit fil de la tendance mondiale, et bien qu'à des degrés divers, la croissance de la taille de la population en âge de travailler par rapport à la population totale s'est généralement ralentie (graphique 2.3). Dans la région MOAN hors CCG, la part de la population active ayant un emploi a augmenté ces dernières années. Néanmoins, ces améliorations n'ont pas suffi à compenser le ralentissement de la part de la population en âge de travailler, ce qui a engendré, au fil du temps, une baisse globale de la contribution de l'emploi par habitant à la croissance. En revanche, les pays du CCG ont connu de fortes augmentations de l'activité, tandis que la part de la population en âge de travailler est restée globalement stable, ce qui a entraîné une augmentation de la contribution de l'emploi par habitant à la croissance⁹. À l'inverse, dans la région CAC, les taux d'activité ont chuté de manière sensible.

⁶Pour la région MOAN hors CCG, l'augmentation observée de la croissance de la PTF en 2020-23 est principalement due à la République islamique d'Iran, où les données sont en dents de scie en conséquence des sanctions extérieures.

⁷Les données relatives à l'emploi et au stock de capital ne sont pas disponibles séparément pour les secteurs hydrocarbures et hors hydrocarbures, ce qui ne permet pas d'entreprendre une évaluation plus détaillée du rôle respectif de ces derniers.

⁸La population en âge de travailler est définie comme l'ensemble des personnes âgées de 15 à 64 ans.

⁹Il est important de noter que, bien qu'ils ne soient pas étudiés dans ce chapitre, les travailleurs étrangers sont essentiels à la main-d'œuvre des pays du CCG.

Graphique 2.3. Emploi par habitant : contributions à la croissance, 2001-22*(Variation en pourcentage sur un an ; contributions en points de pourcentage)*

Sources : Organisation internationale du Travail ; Nations Unies, World Population Prospects ; calculs des services du FMI.

Note : La population en âge de travailler ayant un emploi est définie comme étant à 100 % moins le taux de chômage. La pondération des pays utilise les parités de pouvoir d'achat en dollar international. CAC = Caucase et Asie centrale ; CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord (plus Pakistan).

Gains de croissance potentiels si les écarts sont comblés

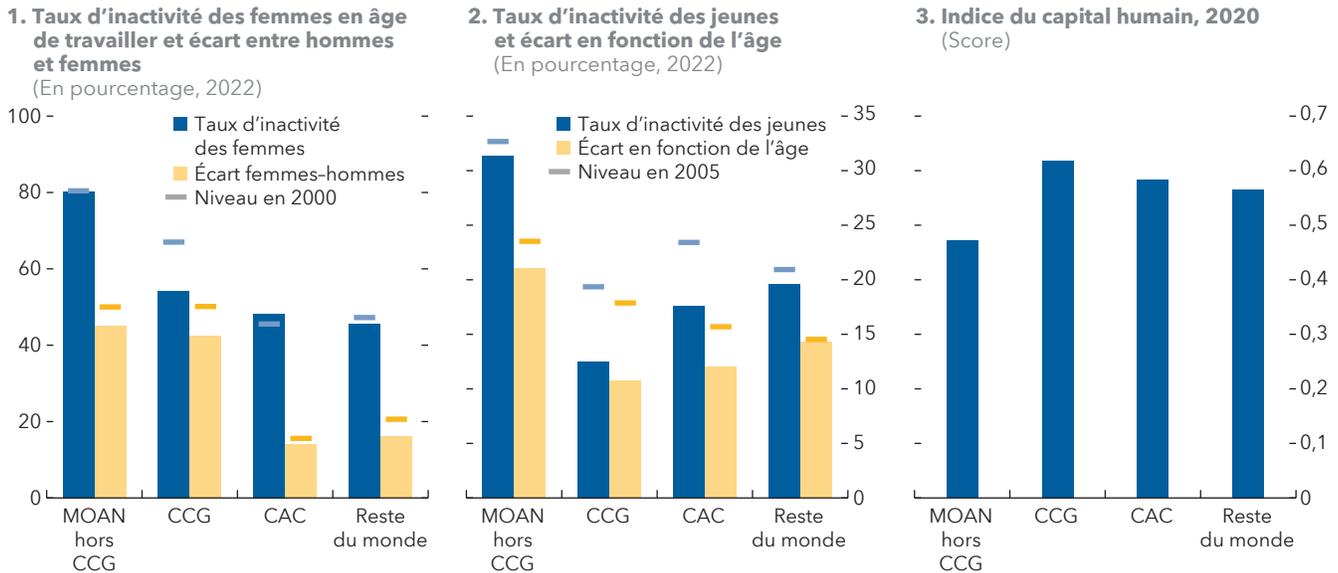
Dans les pays du CCG et de la région CAC, des progrès ont été réalisés pour augmenter le taux d'activité des femmes et réduire le chômage des jeunes. Cependant, des défis importants restent à relever dans les pays de la région MOAN non membres du CCG. Bien que la participation des femmes au marché du travail ait augmenté au cours des dernières décennies (sauf pour la région CAC, où elle était déjà élevée), les taux d'inactivité des femmes dans la région MOAN hors CCG restent supérieurs à la moyenne du reste du monde (graphique 2.4, page 1). En outre, cette situation est associée à d'importants écarts de taux d'activité entre hommes et femmes dans ces pays en comparaison avec d'autres régions. Dans les pays du CCG, le taux d'inactivité des femmes, bien qu'ayant diminué au cours des 20 dernières années grâce à la mise en œuvre active de réformes visant à diversifier l'économie, reste supérieur aux niveaux observés ailleurs¹⁰.

L'inactivité des jeunes est une autre dimension qui recèle d'importantes possibilités d'amélioration dans la région MOAN. Si l'on exclut les pays du CCG (où le taux d'inactivité des jeunes est d'un peu plus de 10 %), plus de 30 % des jeunes de la région MOAN sont sans emploi et ne suivent ni études ni formation – une proportion bien supérieure à la moyenne du reste du monde, qui n'atteint pas les 20 % (graphique 2.4, page 2). Plusieurs facteurs expliquent ces taux élevés d'inactivité des jeunes, notamment l'inadéquation entre les systèmes d'éducation ou de formation et les besoins du marché du travail, la rigidité des marchés du travail où la protection des travailleurs en poste est forte et les incitations à l'embauche des jeunes, rares, et des structures économiques où la richesse est concentrée dans quelques secteurs (tels que les produits de base) qui ne créent pas de possibilités d'emploi à grande échelle (OIT, 2015). Bien que les taux d'inactivité des jeunes aient diminué au fil du temps et que les écarts avec les adultes (écarts en fonction de l'âge) se soient réduits, ces écarts restent particulièrement importants dans les pays de la région MOAN non membres du CCG, où les taux de chômage sont également élevés dans l'ensemble.

Augmenter l'activité des femmes et l'emploi des jeunes aux niveaux observés dans le reste du monde pourrait être remarquablement profitable à l'emploi et à l'économie (production). Sur la base d'une décomposition de la croissance à l'aide d'une fonction de production Cobb-Douglas et en supposant que tous les autres facteurs de production restent inchangés, une augmentation d'un point de pourcentage du taux d'activité des femmes pourrait entraîner une hausse d'environ un point de pourcentage de la production par habitant en moyenne dans la région MOAN hors CCG, et

¹⁰Voir les programmes « Vision 2030 » de l'Arabie saoudite, « Vision économique 2030 » de Bahreïn, « Vision 2031 » des Émirats arabes unis, « Vision 2035 » du Koweït, « Vision 2040 » d'Oman et « Vision nationale 2030 » du Qatar.

Graphique 2.4. Marché du travail : sélection d'indicateurs démographiques



Sources : Banque mondiale, Indicateurs de développement dans le monde ; Organisation internationale du Travail ; calculs des services du FMI.
Note : L'écart entre hommes et femmes est la différence entre les taux d'inactivité respectifs des hommes et des femmes. Le taux d'inactivité des jeunes est défini comme la part des jeunes âgés de 15 à 24 ans sans emploi qui ne suivent ni études ni formation. L'écart en fonction de l'âge est la différence entre le taux d'inactivité des jeunes et le taux de chômage des adultes de plus de 25 ans. L'indice de capital humain (ICH) est une mesure internationale qui compare les composantes clés du capital humain, notamment la scolarité et la santé, dans tous les pays. Cet indice mesure le niveau de capital humain qu'un enfant né aujourd'hui peut espérer atteindre à l'âge de 18 ans. Il varie entre 0 et 1, la valeur 1 correspondant au maximum possible, c'est-à-dire une scolarité complète et une santé optimale. CAC = Caucase et Asie centrale ; CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord (plus Pakistan).

d'environ 0,4 point de pourcentage dans les pays du CCG. De même, la production par habitant dans la région MOAN hors CCG augmenterait d'environ 0,2 point de pourcentage pour chaque réduction d'un point de pourcentage du taux de chômage des jeunes, tendant vers les niveaux moyens observés ailleurs dans le monde (voir l'annexe 2 en ligne).

Certains pays se retrouvent également au-dessous des moyennes mondiales au chapitre du capital humain. Sur une note positive, le développement du capital humain, qui contribue à renforcer l'employabilité et l'adaptabilité des travailleurs, dépasse à présent la moyenne mondiale dans la région CAC et les pays du CCG. Cependant, il reste en deçà de la moyenne du reste du monde dans la région MOAN hors CCG, ce qui souligne l'importance d'ériger en priorité l'investissement dans le capital humain (graphique 2.4, page 3)¹¹.

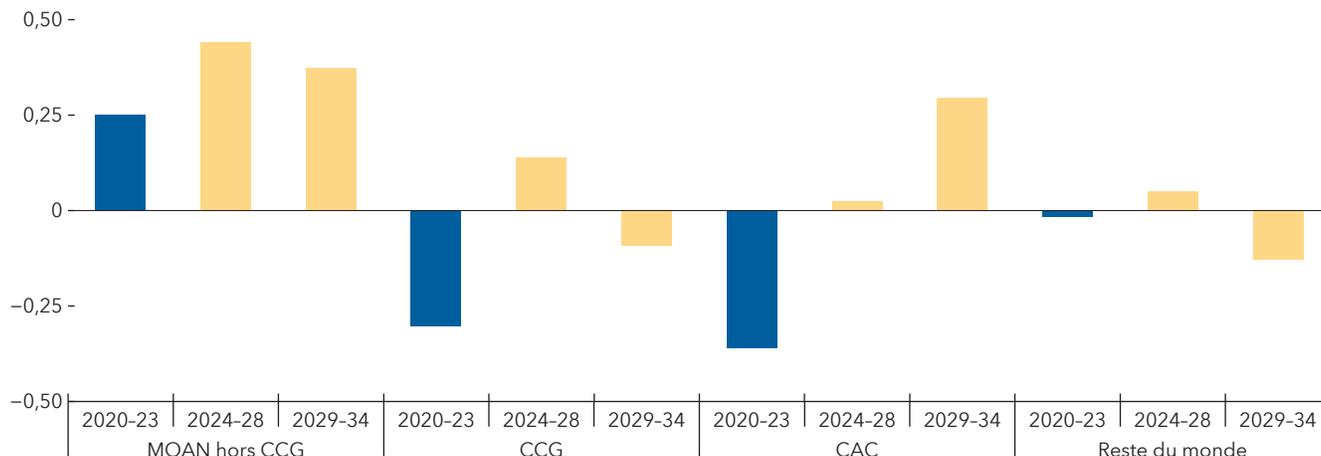
Tirer le meilleur parti des évolutions démographiques

À l'avenir, les évolutions démographiques devraient remodeler la dynamique de la main-d'œuvre et changer les moteurs de la croissance de l'emploi. Les Nations Unies prévoient que, au cours des cinq prochaines années, les pays des régions MOAN et CAC profiteront d'une augmentation de la population en âge de travailler qui s'accélénera et sera également plus rapide que dans le reste du monde (graphique 2.5). Si les pays veulent tirer pleinement parti de ces évolutions démographiques, il faudra que les marchés du travail soient plus souples et capables de créer suffisamment d'emplois pour absorber l'afflux de nouveaux travailleurs (en améliorant les taux d'activité et la part d'actifs ayant un emploi). À plus long terme et spécialement dans la seconde moitié de la décennie, alors que les conditions démographiques dans la région MOAN deviennent moins favorables, notamment pour les pays du CCG, il sera encore plus important de faire augmenter le taux d'activité et baisser le taux de chômage, en particulier pour les femmes et les jeunes, afin de soutenir la croissance de l'emploi par habitant.

¹¹L'écart de capital humain est visible dans diverses dimensions, notamment le niveau d'instruction, les niveaux de qualification et les résultats en matière de santé. Par exemple, selon l'UNESCO, en 2020, le taux de scolarisation dans le secondaire pour la région MOAN était d'environ 75 %, soit moins que la moyenne mondiale de 84 %.

Graphique 2.5. Parts de la population en âge de travailler : projections de croissance et croissance effective, 2020-34

(Variation moyenne en pourcentage sur un an)



Sources : Nations Unies, World Population Prospects ; calculs des services du FMI.

Note : Les chiffres pour la période 2020-23 sont fondés sur les statistiques établies par les offices nationaux de statistique (barres bleu foncé) ; les chiffres pour les périodes 2024-28 et 2029-34 sont fondés sur les projections démographiques fournies par les Nations Unies (barres jaunes). Les pays sont pondérés en fonction de leur population. CAC = Caucase et Asie centrale ; CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord (plus Pakistan).

2.4 Un accroissement modéré du ratio capital/travail

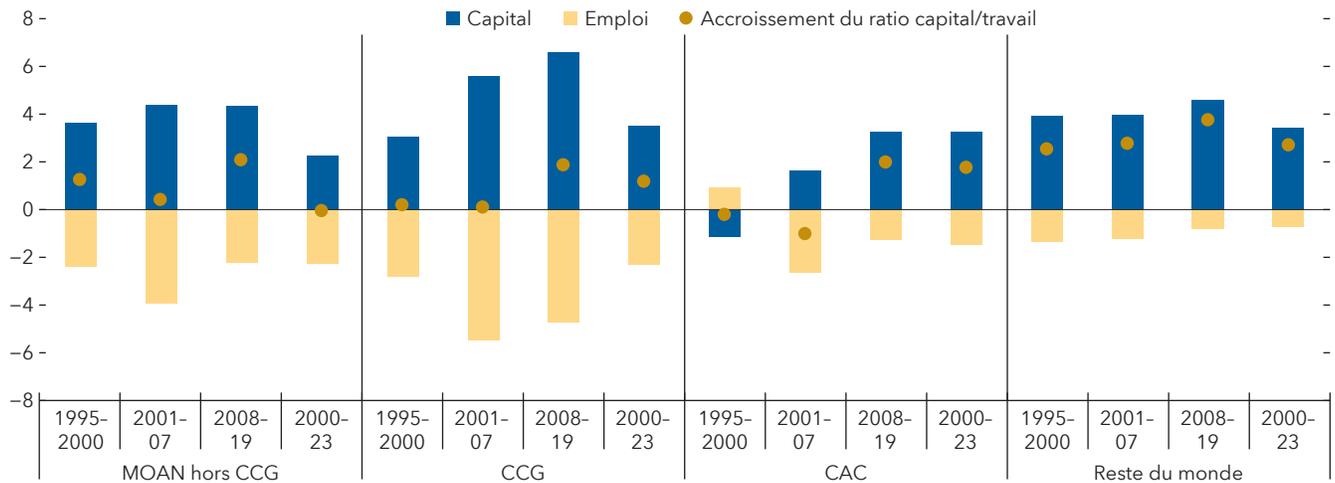
Dans les régions MOAN et CAC, l'approfondissement du capital contribue moins à la croissance qu'il ne le fait dans le reste du monde ; cela est peut-être dû, en partie, au rôle important joué par l'État dans le secteur financier de la plupart des pays concernés, qui se traduit par une éviction de l'investissement privé (voir le chapitre 3). Alors que les taux moyens d'investissement et d'accumulation de capital ont généralement suivi les tendances mondiales (sauf dans la région CAC), la croissance de l'emploi a été relativement forte (en dépit de taux de chômage élevés) ; cela s'est soldé par une progression décevante des ratios capital/travail, dont la contribution à la productivité du travail s'est ainsi trouvée limitée (graphique 2.6).

D'importants dividendes de croissance à attendre

Un niveau plus élevé de capital par travailleur peut augmenter la productivité du travail (production par travailleur). À cet égard, une hausse du ratio capital/travail va de pair avec un accroissement du PIB réel par habitant. En outre, une progression de 1 % du capital par travailleur est associée à une augmentation d'environ deux tiers de la production par habitant en moyenne dans les régions MOAN et CAC, les économies à intensité de capital relativement forte, telles que les pays producteurs d'hydrocarbures membres du CCG et le Kazakhstan, enregistrant des gains de production plus importants (graphique 2.7).

Les pays des régions MOAN et CAC devraient parvenir à une augmentation annuelle d'environ 2 % de leur ratio capital/travail pour combler l'écart d'approfondissement du capital observé avec le reste du monde depuis 1995. S'ils y parviennent, et en supposant que tous les autres facteurs de la production restent inchangés, cela pourrait donner lieu à une augmentation annuelle du PIB par habitant de l'ordre de 1,3 point de pourcentage. Toutefois, les avantages attendus varient selon les régions ; ainsi, l'augmentation pourrait être de 1,5 point de pourcentage dans les pays du CCG, de 1,3 point de pourcentage dans la région MOAN hors CCG et de 1,4 point de pourcentage dans la région CAC (voir l'annexe 2 en ligne). Pour combler cet écart, il est primordial de mettre en œuvre des réformes qui favorisent l'investissement privé et la diversification et, notamment, des mesures propres à améliorer le fonctionnement des marchés financiers (voir le chapitre 3 pour une analyse plus détaillée du rôle de l'approfondissement des marchés financiers dans les régions MOAN et CAC).

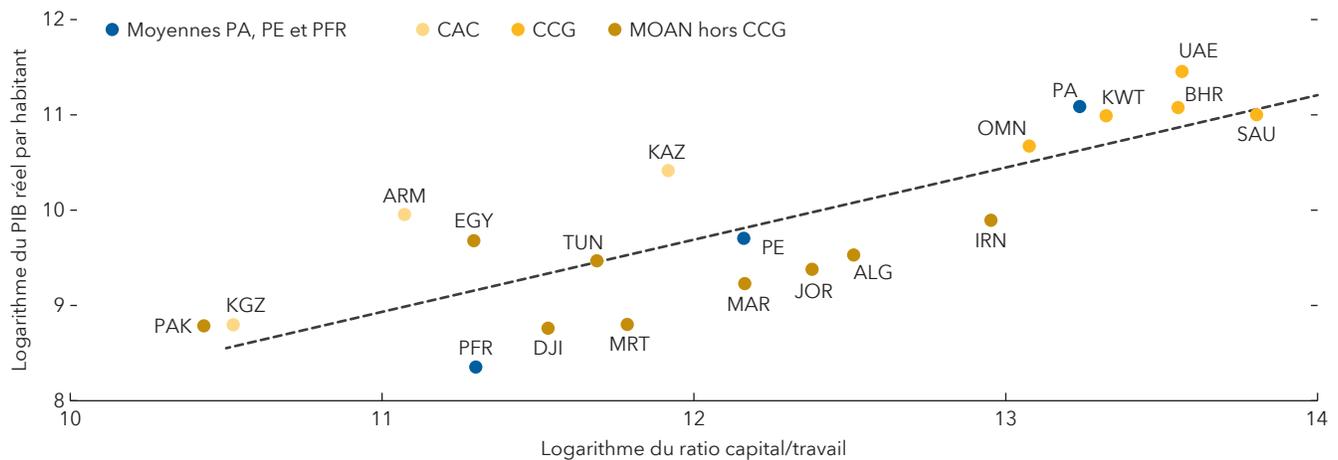
Graphique 2.6. Contributions à l'accroissement du ratio capital/travail, 1995-2023
(Variation moyenne en pourcentage sur un an ; contributions en points de pourcentage)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : La pondération des pays utilise les parités de pouvoir d'achat en dollar international. Chiffres obtenus par décomposition de l'accroissement du ratio capital/travail, ce dernier étant défini comme le montant du capital utilisé par travailleur employé. CAC = Caucase et Asie centrale ; CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord (plus Pakistan).

Graphique 2.7. Ratio capital/travail et PIB réel par habitant, 2023
(Logarithmes naturels)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : La pondération des pays utilise les parités de pouvoir d'achat en dollar international. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). CAC = Caucase et Asie centrale ; CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord (plus Pakistan) ; PA = pays avancés ; PE = pays émergents ; PFR = pays à faible revenu.

2.5 Croissance de la PTF : une faiblesse préoccupante

Comme on le voit, la faible croissance de la PTF est une véritable préoccupation pour de nombreux pays dans les régions MOAN et CAC. Cette section explore les facteurs clés qui ont particulièrement compté pour la croissance de la PTF dans ces régions¹². L'analyse historique couvre la période 2000–23 et inclut 18 pays des régions MOAN et CAC (eu égard aux contraintes de disponibilité des données).

Les facteurs ci-dessous sont considérés comme des moteurs structurels de la croissance de la PTF.

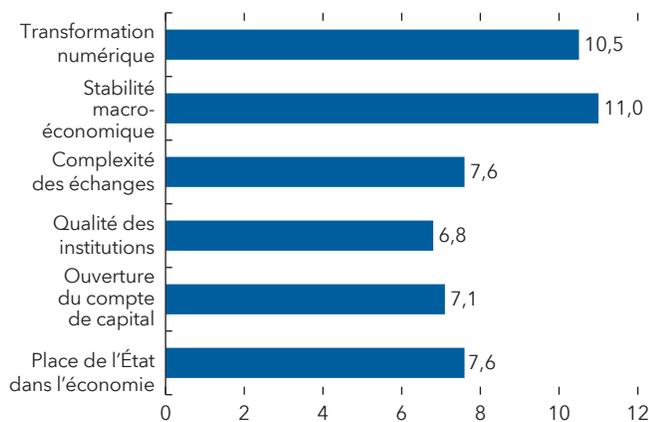
- *La stabilité macroéconomique.* Ce facteur est saisi dans l'analyse par les écarts-types de l'inflation et de la croissance du PIB réel par rapport à leurs moyennes à long terme (Fischer, 1993 ; Barro, 1995 ; Ramey et Ramey, 1995).
- *La complexité des échanges commerciaux.* La complexité des échanges est mesurée par la diversité et le niveau d'élaboration des exportations (Grossman et Helpman, 1991 ; Hausmann, Hwang et Rodrik, 2007).
- *L'ouverture du compte de capital.* L'analyse utilise le ratio des entrées nettes d'investissement direct étranger rapportées au PIB pour mesurer l'ouverture du compte de capital. Ce calcul évalue dans quelle mesure un pays autorise, voire attire, les flux de capitaux transfrontaliers (Borensztein, De Gregorio et Lee, 1998 ; FMI, 2018).
- *La transformation numérique.* La transformation numérique est mesurée à l'aide du nombre d'abonnements au haut débit fixe et du ratio des exportations de technologies de pointe rapportées aux exportations manufacturières totales. Ces indicateurs mesurent l'étendue de l'infrastructure numérique et de l'accès au numérique (Brynjolfsson et Hitt, 2000 ; Abidi, El Herradi et Sakha, 2022 ; Dabla-Norris et al., 2023).
- *L'inclusion de la main-d'œuvre.* Ce facteur est mesuré à l'aide du taux d'activité des femmes, qui saisit la quantité de main-d'œuvre et les réformes du marché visant à promouvoir l'inclusion (McGuckin et van Ark, 2005 ; Klasen et Lamanna, 2009).
- *La qualité des institutions.* Cette mesure rend compte de la qualité des institutions et du cadre réglementaire et, par-là, de la gouvernance et de l'état de droit (Hall et Jones, 1999 ; Acemoglu, Johnson et Robinson, 2004 ; Acemoglu et Robinson, 2015).
- *L'intégration financière.* Ce facteur est mesuré par un indice des marchés financiers et des institutions financières, le crédit au secteur privé, la capitalisation boursière et l'évaluation de la réglementation du marché du crédit. Il évalue le développement des marchés financiers et des institutions financières (Levine, 2005 ; Lane et Milesi-Ferretti, 2017).
- *La place de l'État dans l'économie.* L'analyse utilise plusieurs indicateurs pour mesurer la place de l'État dans l'économie, notamment un indice d'efficacité des pouvoirs publics, la part des actifs bancaires détenus par le secteur public, la consommation publique, l'évaluation de la protection des droits de propriété et l'évaluation des transferts budgétaires. Ce facteur mesure l'étendue et l'efficacité de l'intervention de l'État (Barro, 1991 ; Ghali, 1999 ; Dar et Khalkhali, 2002 ; Loko et Diouf, 2009).

Dans l'analyse, les améliorations des facteurs « transformation numérique », « stabilité macroéconomique » et « complexité des échanges », ainsi que la réduction de la place de l'État se distinguent comme ayant toujours été fortement associées à une hausse plus importante de la PTF dans les régions MOAN et CAC. De ces quatre facteurs, il semble que le plus puissant soit la transformation numérique (graphique 2.8, page 1). En moyenne, les pays dont le degré de transformation numérique est relativement élevé connaissent une croissance de la PTF supérieure d'environ 1,8 point de pourcentage à celle des pays dont le niveau de transformation numérique est plus faible. Cependant, les autres facteurs ont aussi leur importance. L'amélioration de la stabilité macroéconomique est associée à une hausse d'environ 1,4 point de pourcentage de la croissance de la PTF. D'autre part, les pays dont le

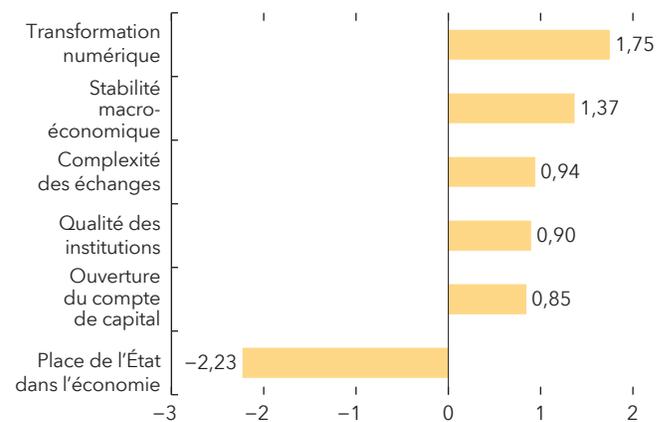
¹²Les variables sous-jacentes aux facteurs (qui sont les premières composantes principales des variables connexes d'une catégorie) ont été sélectionnées en fonction de la disponibilité des données, de leur distribution statistique et de leur corrélation avec la croissance de la PTF, ce qui assure leur pertinence et leur robustesse. Chaque facteur est ensuite transformé en un indicateur haut/bas (au-dessus ou en dessous de la médiane de l'échantillon). Dans l'analyse de régression, l'effet estimé d'un facteur représente l'incidence sur la croissance de la PTF du passage du groupe « bas » au groupe « haut ». Voir l'annexe 2 en ligne pour plus de précisions. D'autres catégories, comme la qualité du capital humain et l'ouverture commerciale, sont souvent mentionnées dans les études, mais elles ne sont pas au centre de cette analyse.

Graphique 2.8. Les moteurs de la croissance de la PTF, 2000-23

1. Estimation de l'incidence marginale (En points de pourcentage)



2. Part de la variation totale de la PTF expliquée (Contribution à la variation totale de la PTF ; en pourcentage)



Source : calculs des services du FMI.

Note : Les barres de la plage 1 représentent les coefficients bêta estimés pour les déterminants (β_i). Toutes les estimations sont significatives au niveau de 10 %. Les barres de la plage 2 montrent la contribution de chaque variable explicative en pourcentage (selon la méthodologie de Sterck (2019) utilisant l'écart absolu moyen pour mesurer la dispersion des données). Les contributions des six facteurs clés énumérés ne totalisent pas 100 % dans le graphique, car, par souci de concision, les contributions des variables explicatives non significatives (inclusion de la main-d'œuvre ; intégration financière) et le terme résiduel ne sont pas indiqués. Voir l'annexe 2 en ligne pour les résultats complets. PTF = productivité totale des facteurs.

degré de complexité des échanges est passé de « bas » à « haut » ont généralement connu une augmentation de la croissance de la PTF d'environ 0,9 point de pourcentage. En revanche, il a été constaté qu'une plus grande place de l'État avait une incidence négative de plus de 2 points de pourcentage sur la croissance de la PTF¹³.

La prise en considération de l'ampleur de la variation des facteurs sous-jacents dans l'ensemble de l'échantillon tend à établir que l'évolution de la stabilité macroéconomique et celle de la transformation numérique ont été, en moyenne, les plus grands contributeurs à la variabilité de la croissance de la PTF. Notamment, l'écart absolu moyen de la stabilité macroéconomique est plus de deux fois supérieur à celui de la place de l'État dans l'économie pour les régions MOAN et CAC. Par conséquent, la stabilité macroéconomique explique une plus grande proportion de la variation totale de la croissance effective de la PTF, malgré un effet marginal estimé plus faible. Un constat similaire vaut pour la transformation numérique. Finalement, chaque facteur représente environ 11 % de la variation totale de la croissance de la PTF. En outre, les effets positifs d'une complexité accrue des échanges et négatifs d'une augmentation de la place de l'État sont également notables, chacun de ces deux facteurs contribuant pour près de 8 % à la variation totale de la croissance de la PTF observée dans l'échantillon d'estimation (graphique 2.8, page 2).

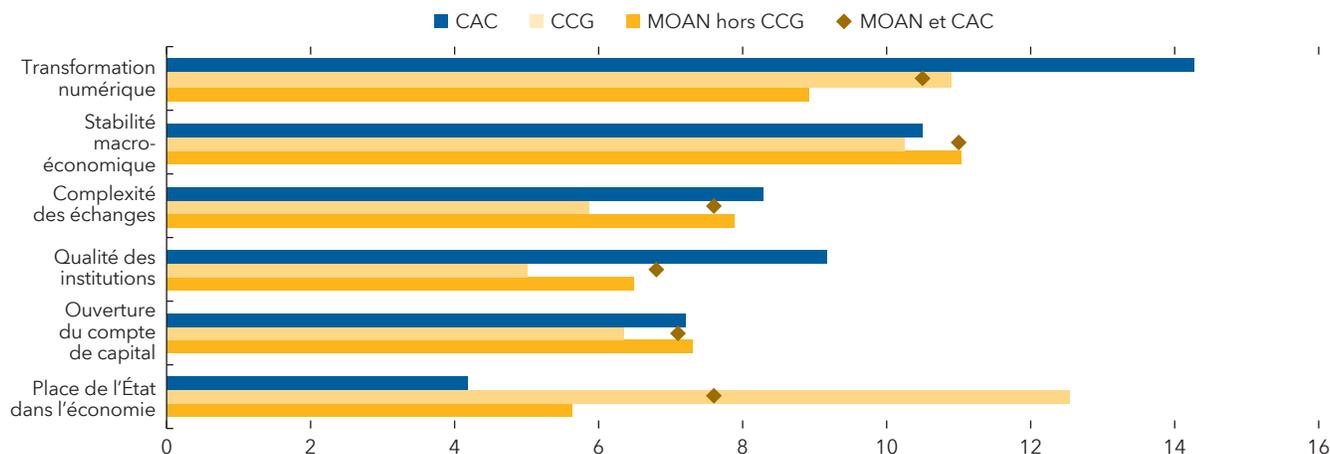
Cependant, les facteurs clés contribuant aux variations de la croissance de la PTF n'ont pas été partout les mêmes au sein des régions MOAN et CAC, loin s'en faut – même si la stabilité macroéconomique et la transformation numérique ressortent comme des facteurs importants pour les deux régions. Pour la région MOAN hors CCG, la stabilité macroéconomique et la transformation numérique ont contribué à hauteur de 11 et 9 % respectivement à la variation de la croissance de la PTF. Dans le même temps, la contribution de la variation de la place de l'État était inférieure à 6 %. À l'inverse, pour les pays du CCG, les incidences de la place de l'État et de la transformation numérique se démarquent, avec des contributions respectives de 13 et 11 %¹⁴. Dans la région CAC, la transformation numérique

¹³Bien que notre analyse indique une incidence négative pour les régions MOAN et CAC, certaines études montrent qu'une plus grande place de l'État dans l'économie pourrait avoir un effet positif sur la croissance de la productivité en favorisant les institutions juridiques, l'infrastructure économique et les corrections du marché (Ghali, 1999). D'autres données empiriques régionales semblent quant à elles indiquer qu'une place de l'État plus importante ne favorise pas une plus forte croissance de la productivité ni de meilleurs résultats économiques (Loko et Diouf, 2009 ; voir également Barro, 1991, et Dar et Khalkhali, 2002). Par conséquent, les résultats doivent être interprétés avec prudence, car ils dépendent de l'efficacité du secteur public, qui peut varier sensiblement selon l'échantillon et la sous-région.

¹⁴La contribution élevée de la place de l'État est déterminée par les disparités au sein du groupe des pays du CCG.

Graphique 2.9. Productivité totale des facteurs : part de la variation totale de la croissance de la PTF expliquée, par région, 2000-23

(Contribution à la variation totale de la croissance de la PTF ; en pourcentage)



Source : calculs des services du FMI.

Note : Les barres représentent les contributions relatives des facteurs à la variation absolue moyenne de la croissance de la productivité totale des facteurs (PTF) dans chaque sous-région, selon la méthodologie de Sterck (2019). Les contributions des six facteurs clés énumérés ne totalisent pas 100 % dans le graphique, car, par souci de concision, les contributions des variables explicatives non significatives (inclusion de la main-d'œuvre ; intégration financière) et le terme résiduel ne sont pas indiqués. Voir l'annexe 2 en ligne pour les résultats complets. CAC = Caucase et Asie centrale ; CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord (plus Pakistan).

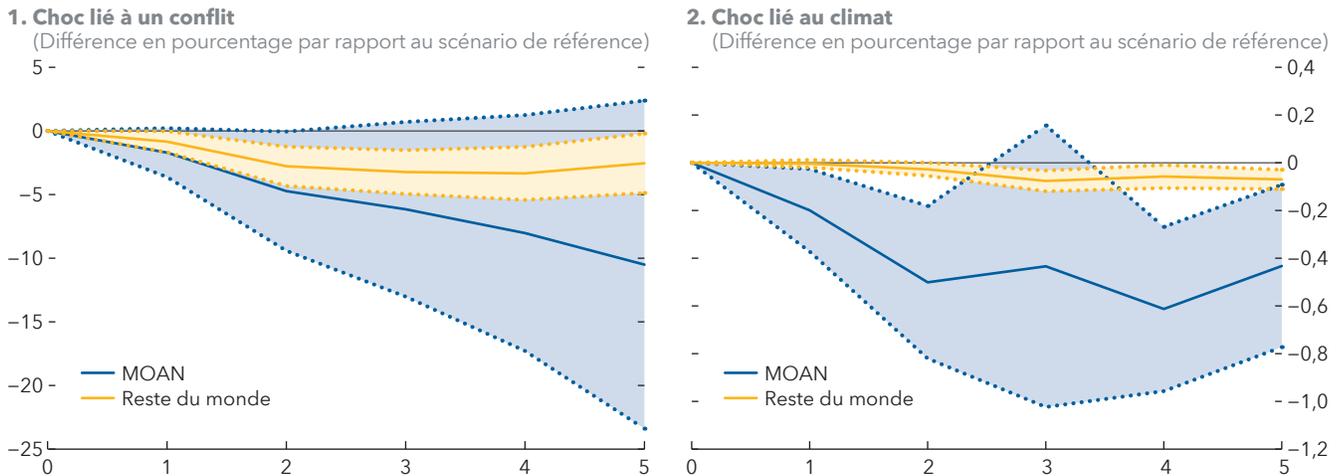
a contribué pour environ 14 % à la variation de la croissance de la PTF, et la stabilité macroéconomique, pour environ 11 %, l'évolution de la place de l'État ayant un peu moins d'importance, avec une contribution d'environ 4 % (graphique 2.9). Ces résultats soulignent le rôle essentiel de la transformation numérique et de la stabilité macroéconomique pour expliquer la variation de la croissance de la PTF dans ces régions, tout en mettant en évidence l'incidence notable de la place de l'État sur la variabilité de la croissance de la PTF.

2.6 Des chocs négatifs freinent la croissance de la PTF

Au-delà des facteurs structurels qui ont influencé la croissance de la PTF, les régions MOAN et CAC ont par ailleurs davantage subi les chocs négatifs fréquents engendrés par les conflits et par le dérèglement du climat. Depuis le début des années 90, l'incidence des conflits violents de haute intensité a été plus grande dans les régions MOAN et CAC qu'ailleurs, et elle a eu des répercussions profondes et durables sur la production économique (chapitre 2 de l'édition d'avril 2024 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*). En outre, ces régions ont été frappées à de nombreuses reprises par des catastrophes liées au climat (vagues de chaleur, sécheresses, inondations), tandis que les effets du dérèglement climatique sur les économies se font plus prégnants (chapitre 1 ; Acevedo *et al.*, 2020).

Une analyse utilisant des projections linéaires locales montre que, pour l'économie type de la région MOAN, les conflits ont des conséquences amples et durables sur la productivité, puisque, durant les cinq années qui suivent un grave conflit, la PTF est en retrait de près de 10 % (graphique 2.10, page 1)¹⁵. Ces conclusions donnent à penser que les effets négatifs et durables que produisent les conflits de haute intensité sur la production économique peuvent être en grande partie attribués à leur incidence négative cumulée sur la PTF. De même, les dégâts matériels d'un phénomène météorologique extrême vont en général de pair avec une dégradation durable de la productivité pour l'économie type dans la région MOAN ; ainsi, cinq ans après un choc climatique dont le coût a été de l'ordre

¹⁵Du fait d'une couverture des données limitée, il n'a pas été possible d'inclure les pays de la région CAC dans l'analyse empirique des effets des chocs dus aux conflits et au climat sur la PTF.

Graphique 2.10. Productivité totale des facteurs : incidences des chocs dus aux conflits et au climat

Source : calculs des services du FMI.

Note : Réactions dynamiques estimées à l'aide de projections linéaires locales. Les bandes indiquent l'intervalle de confiance à 90 % autour des estimations ponctuelles. Le choc se produit au cours de la première année. Le choc lié à un conflit est équivalent à la survenance d'un conflit grave dans le pays (au 75^e centile de la répartition mondiale de l'intensité des conflits). Le choc lié au climat équivaut à une perte de 1 % du PIB due à des dommages matériels découlant de phénomènes climatiques extrêmes. MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord (plus Pakistan).

de 1 % du PIB, le niveau de la PTF est inférieur d'environ 0,5 % (graphique 2.10, page 2)¹⁶. Ces résultats montrent les profonds enjeux économiques que les conflits et le dérèglement climatique occasionnent pour la région MOAN.

2.7 Favoriser une croissance plus forte et plus durable

À l'instar des tendances mondiales, les prévisions et les réalisations en matière de croissance pour les pays des régions MOAN et CAC ont diminué au cours des dernières décennies. En outre, alors que l'évolution des facteurs démographiques a été relativement plus favorable que dans le reste du monde, l'accumulation de capital a été modérée, tandis que les contributions de la PTF ont varié sensiblement. Pour modifier la tendance et relever la croissance économique, les décideurs des régions MOAN et CAC devraient s'efforcer de tirer parti de l'évolution démographique afin de soutenir la création d'emplois, d'augmenter le capital par travailleur et d'engager des réformes propres à dynamiser la croissance de la PTF. Cela dit, le dosage de politiques approprié passerait par un calibrage minutieux en fonction des circonstances propres à chaque pays, compte tenu des différences dans les facteurs qui limitent le plus la croissance.

Étant donné les lacunes décrites dans ce chapitre, les politiques visant à stimuler l'emploi et la productivité du travail seront probablement cruciales, et elles devront cibler plusieurs dimensions, comme suit.

- **Améliorer l'emploi des femmes.** Il est possible d'augmenter le taux d'activité des femmes en réhaussant la qualité des programmes d'instruction et de formation qui leur sont destinés, en garantissant leur accès aux services de garde d'enfants et en créant des institutions de soutien (Olivetti et Petrongolo, 2017). Il est important de noter que ces mesures devront être complétées par d'autres visant à uniformiser les règles du jeu, telles que des politiques pour l'amélioration des possibilités d'emploi des femmes (Klasen et Lamanna, 2009), y compris des incitations à recruter des femmes, à les retenir au sein du personnel et à encourager le travail à temps partiel (Goldin, 2014), et des mesures actives du marché du travail ciblant les femmes. Des politiques supplémentaires pourraient inclure des incitations fiscales et des subventions aux entreprises qui recrutent et retiennent une main-d'œuvre féminine, en particulier dans les secteurs où les femmes sont sous-représentées, et, en collaboration avec les industries,

¹⁶Les dégâts matériels sont définis comme le montant en dollar des coûts engendrés en proportion du PIB nominal ; ils recouvrent les dégâts causés par les catastrophes liées aux changements climatiques selon la définition de la base de données EM-DAT.

des programmes de formation et d'apprentissage pouvant aider à mettre les compétences des femmes en adéquation avec les demandes du marché (Gomes et Rijal, 2024).

- *Accroître la participation des jeunes.* Il est crucial d'améliorer l'instruction et le développement des compétences en les faisant converger avec les besoins du marché du travail pour intégrer davantage de jeunes dans la population active (Hanushek et Woessmann, 2020). Cela pourrait se faire par le biais de partenariats avec le secteur privé et de formations en milieu professionnel. Deux autres pistes seraient d'améliorer l'accès au financement pour les jeunes qui créent leur entreprise et de développer les incubateurs spécialisés dans l'accompagnement des jeunes entrepreneurs (Banque mondiale, 2021 ; Beck et Demirci-Kunt, 2006).
- *Investir dans l'éducation.* Les politiques devraient se concentrer sur l'amélioration des résultats de l'enseignement, notamment dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques, tout en veillant à ce que les compétences enseignées correspondent aux besoins futurs du marché du travail (Hanushek et Woessmann, 2015). La formation professionnelle serait également essentielle pour mieux adapter les compétences aux exigences de l'emploi.

En outre, il sera nécessaire d'augmenter le ratio capital/travail pour atteindre au moins les niveaux observés ailleurs afin de renforcer et de soutenir la croissance. Cela demandera de mettre en œuvre des réformes visant à réduire le rôle de l'État dans le secteur financier et à stimuler l'investissement privé. À cet égard, renforcer le développement du secteur financier serait utile pour élargir l'accès aux financements et encourager l'investissement privé (voir le chapitre 3).

Accélérer la croissance de la PTF peut également être déterminant. L'analyse historique indique que des politiques couvrant différentes dimensions ont contribué à stimuler la croissance de la PTF dans la région, les plus bénéfiques pour les pays étant celles qui ont eu pour effet de renforcer la stabilité macroéconomique, d'intensifier la transformation numérique ou de réduire la place de l'État dans l'économie¹⁷. Ces facteurs resteront probablement les principaux moteurs de la croissance de la PTF. Toutefois, il est important de noter que d'autres facteurs qui n'ont pas été explorés dans l'analyse pourraient également jouer un rôle moteur. Certains, comme l'adoption et l'automatisation de l'intelligence artificielle (IA), n'ont pas de précédent dans l'histoire. Par exemple, l'IA élargit la palette des tâches qui peuvent être automatisées et, par-là, augmente la productivité du travail. Le potentiel de gains de productivité associés à l'IA – lesquels n'ont encore fait l'objet d'aucune étude approfondie – pourrait être considérable à l'avenir (OCDE, 2022). En outre, malgré les avantages avérés de la recherche-développement dans la promotion de l'innovation, les régions MOAN et CAC sont à la traîne sur ce plan, leurs dépenses en la matière rapportées au PIB se situant en dessous de 2 % en moyenne, contre à peu près 3 % dans les pays avancés. Cela laisse entrevoir une marge de manœuvre pour accroître la recherche-développement, ce qui pourrait à son tour stimuler la PTF.

Enfin, l'analyse révèle les lourdes répercussions des chocs dus aux conflits et au climat sur la croissance de la PTF dans la région MOAN – laquelle est particulièrement concernée par ces deux menaces. Des politiques qui renforcent les fondamentaux macroéconomiques sont essentielles pour limiter les conséquences économiques des conflits, tandis que la préparation au changement climatique peut être améliorée par des efforts d'adaptation et d'atténuation (voir le chapitre 1).

Bibliographie

Abidi, Nordine, Mehdi El Herradi, and Sahra Sakha. 2022. "Digitalization and Resilience: Firm-level Evidence during the COVID-19 Pandemic." IMF Working Paper 2022/034, International Monetary Fund, Washington, DC.

Acemoglu, Daron, Simon Johnson, and James A. Robinson. 2004. "Institutions as the Fundamental Cause of Long-Run Growth." In *Handbook of Economic Growth*, edited by Philippe Aghion and Steven N. Durlauf. Providence, Rhode Island: Brown University.

¹⁷L'importance des réformes structurelles pour stimuler la croissance est aussi mise en évidence dans l'édition d'octobre 2023 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale* (chapitre 3), ainsi que dans les travaux de Budina et al. (2023) et Giginishvili et al. (2023).

- Acemoglu, Daron, and James A. Robinson. 2015. "The Rise and Decline of General Laws of Capitalism." *Journal of Economic Perspectives* 29 (1): 3-28.
- Acevedo, Sebastian, Mico Mrkaic, Natalija Novta, Evgenia Pugacheva, and Petia Topalova. 2020. "The Effects of Weather Shocks on Economic Activity: What are the Channels of Impact?" *Journal of Macroeconomics* 65 (1): 103207.
- Ball, Laurence. 2014. "Long-term Damage from the Great Recession in OECD Countries." *European Journal of Economics and Economic Policies: Intervention* 11 (2): 149-60.
- Barro, Robert J. 1991. "Economic Growth in a Cross Section of Countries." *The Quarterly Journal of Economics* 106 (2): 407-43.
- Barro, Robert J. 1995. "Inflation and Economic Growth." *Bank of England Quarterly Bulletin* 35: 166-76.
- Beck, Thorsten, and Asli Demirguc-Kunt. 2006. "Small and Medium-Size Enterprises: Access to Finance as a Growth Constraint." *Journal of Banking and Finance* 30 (11): 2931-43.
- Borensztein, Eduardo, Jose De Gregorio, and Jong-Wha Lee. 1998. "How Does Foreign Direct Investment Affect Economic Growth?" *Journal of International Economics* 45 (1): 115-35.
- Brynjolfsson, Erik, and Lorin M. Hitt. 2000. "Beyond Computation: Information Technology, Organizational Transformation and Business Performance." *Journal of Economic Perspectives* 14 (4): 23-48.
- Budina, Nina, Christian H. Ebeke, Florence Jaumotte, Andrea Medici, Augustus J. Panton, Marina Mendes Tavares, and Bella Yao. 2023. "Structural Reforms to Accelerate Growth, Ease Policy Trade-offs, and Support the Green Transition in Emerging Market and Developing Economies." IMF Departmental Paper 2023/07, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Dabla-Norris, Era, Tidiane Kinda, Kaustubh Chahande, Hua Chai, Yadian Chen, Alessia De Stefani, Yosuke Kido, and others. 2023. "Accelerating Innovation and Digitalization in Asia to Boost Productivity." IMF Departmental Paper 2023/001, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Dar, Atul A., and Sal Amir Khalkhali. 2002. "Government Size, Factor Accumulation, and Economic Growth: Evidence from OECD Countries." *Journal of Policy Modeling* 24 (7-8): 679-92.
- Fernald, John G. 2015. "Productivity and Potential Output Before, During, and After the Great Recession." *NBER Macroeconomics Annual* 29 (1): 1-51. National Bureau of Economic Research.
- Fischer, Stanley. 1993. "The Role of Macroeconomic Factors in Growth." *Journal of Monetary Economics* 32 (3): 485-512.
- Ghali, Khalifa H. 1999. "Government Size and Economic Growth: Evidence from a Multivariate Cointegration Analysis." *Applied Economics* 31 (8): 975-87.
- Gigineishvili, Nikoloz, Iulia Ruxandra Teodoru, Narek Karapetyan, Yulia Ustyugova, Jean van Houtte, Jiri Jonas, Wei Shi, and others. 2023. "Paving the Way to More Resilient, Inclusive, and Greener Economies in the Caucasus and Central Asia." IMF Departmental Paper 2023/004, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Goldin, Claudia. 2014. "A Grand Gender Convergence: Its Last Chapter." *American Economic Review* 104 (4): 1091-119.
- Gomes, Diego, and Dharana Rijal. 2024. "Global Employment Gender Gaps." Gender Note 24/07, International Monetary Fund, Washington, DC.

- Grossman, Gene M., and Elhanan Helpman. 1991. *Innovation and Growth in the Global Economy*. Cambridge, MA: MIT Press.
- Hall, Robert E., and Charles I. Jones. 1999. "Why Do Some Countries Produce So Much More Output per Worker than Others?" *The Quarterly Journal of Economics* 114 (1): 83-116.
- Hanushek, Eric A., and Ludger Woessmann. 2015. *The Knowledge Capital of Nations: Education and the Economics of Growth*. Cambridge, MA: MIT Press.
- Hanushek, Eric A., and Ludger Woessmann. 2020. "The Economic Impacts of Learning Losses." OECD Education Working Paper No. 225. Paris.
- Hausmann, Ricardo, Jason Hwang, and Dani Rodrik. 2007. "What You Export Matters." *Journal of Economic Growth* 12: 1-25.
- International Labour Organization (ILO). 2015. *Global Employment Trends for Youth 2015: Scaling up Investments in Decent Jobs for Youth*. Geneva, Switzerland: International Labour Office.
- International Monetary Fund (IMF). 2015. "Where Are We Headed? Perspectives on Potential Output." In *World Economic Outlook*. Washington, DC: International Monetary Fund. IMF World Economic Outlook.
- International Monetary Fund (IMF). 2018. *The IMF's Institutional View on Capital Flows in Practice*. International Monetary Fund: Washington, DC.
- Klasen, Stephan, and Francesca Lamanna. 2009. "The Impact of Gender Inequality in Education and Employment on Economic Growth: New Evidence for a Panel of Countries." *Feminist Economics* 15 (3): 91-132.
- Lane, Philip R., and Gian M. Milesi-Ferretti. 2017. "International Financial Integration in the Aftermath of the Global Financial Crisis." IMF Working Paper 17/115, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Levine, Ross. 2005. "Finance and Growth: Theory and Evidence." In *Handbook of Economic Growth*, edited by Philippe Aghion and Steven N. Durlauf. Providence, Rhode Island: Brown University.
- Loko, Boileau, and Mame Astou Diouf. 2009. "Revisiting the Determinants of Productivity Growth: What's New?" IMF Working Paper 09/225, International Monetary Fund, Washington, DC.
- McGuckin, Robert, and Bart van Ark. 2005. "Productivity and Participation: An International Comparison." GGDC Research Memorandum 200578, Groningen Growth and Development Centre, University of Groningen.
- Olivetti, Claudia, and Barbara Petrongolo. 2017. "The Economic Consequences of Family Policies: Lessons from a Century of Legislation in High-Income Countries." *Journal of Economic Perspectives* 31 (1): 205-30.
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). 2022. *Identifying the Main Drivers of Productivity Growth: A Literature Review*. Paris: OECD.
- Ramey, Garey, and Valerie A. Ramey. 1995. "Cross-Country Evidence on the Link Between Volatility and Growth." *American Economic Review* 85 (5): 1138-51.
- Sterck, Olivier. 2019. "Beyond the Stars: Measuring Economic Importance in Regression Analysis." *Journal of Economic Surveys* 33 (5): 1409-36.
- World Bank. 2021. *Global Productivity: Trends, Drivers, and Policies*. Washington, DC: World Bank.